

Peut-il être encore de mise ?

LE PACIFISME : POSSIBLE FACE À LA GUERRE EN UKRAINE ?

Propos recueillis par Michel PAQUOT

Tout conflit armé risque de mettre en contradiction les organisations qui ont fait du maintien de la paix leur raison d'être. D'où, pour elles, la nécessité de clarifier leur position, notamment en ce qui concerne la livraison d'armes. Et de réaffirmer la priorité à donner aux négociations.

Être pacifiste, c'est bien sûr défendre la paix. Donc, en théorie, être contre la guerre. Mais toutes les guerres ? Sans distinctions ? Aujourd'hui, face à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe, comment réagissent les organisations œuvrant pour la paix ? « Il faut le faire avec cohérence et endurance, explique Timur Uluç, secrétaire général de la Commission Justice et Paix à Bruxelles. Avec cohérence parce que la guerre est permanente à travers le monde. Il existe de nombreux conflits oubliés, meurtriers, dont on ne parle plus, au Congo par exemple, ce qui nous oblige à une certaine universalité. Avec endurance, aussi, car, comme on le voit aujourd'hui, on constate un essoufflement, une accoutumance face aux scènes de violence. L'émoi des premiers mois s'est dissipé avec le temps. » « Être pacifiste, c'est s'opposer aux réponses violentes aux crises, analyse Samuel Legros, responsable de la recherche et du plaidoyer à la CNAPD (Coordination Nationale d'Action pour la Paix et la Démocratie). Un conflit doit se résoudre par une réponse non violente et sans la menace de recourir à la violence, ce qui engage une vision politique du monde qui s'oppose à une militarisation dans le sens large. »

IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ

La Commission Justice et Paix conteste une neutralité qui renverrait les belligérants dos à dos. « Au regard du droit international et des droits humanitaires, insiste son secrétaire général, il y a clairement un agresseur et un agressé. Mais condamner sans équivoque la Russie ne nous empêche pas de contextualiser cette guerre, d'essayer de comprendre la dimension historique et géopolitique dans laquelle elle se place. » Bernard Adam, fondateur en 1979 du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), qu'il a présidé jusqu'à 2010, va dans le même sens : « On ne peut pas être neutre. Agressée, l'Ukraine a été obligée de réagir par des armes pour se défendre. C'est de la légitime défense, un pays peut faire appel à d'autres États pour repousser l'envahisseur. Mais c'est assez effrayant quand on voit la

situation dans ce pays, le nombre de morts, la population qui survit comme elle peut. »

« Il faut reconnaître, observe-t-il, que les Occidentaux n'ont pas été capables d'empêcher le déclenchement de cette guerre, alors que leur puissance économique et militaire est phénoménale par rapport à celle de la Russie. Poutine a considéré que l'Occident avait été méprisant à son égard. Et c'est un fait avéré : il a manqué de sagesse en développant l'OTAN sans prendre en compte la susceptibilité de la Russie. Il existait un autre outil, l'OSCE (l'Organisation pour la Sécurité et le Développement en Europe), qui est censé prévenir tout conflit par voie diplomatique, en essayant de trouver des médiations. Et, d'un autre côté, les Ukrainiens n'ont pas été prévoyants. La langue russe a été supprimée comme langue officielle, ce qui a provoqué des réactions à l'est du pays. Si on veut arrêter la guerre, sans parler que la Russie devra réparer et inmanquablement comparaître devant un tribunal international, il faudra tenir compte des erreurs commises de part et d'autre. »

L'OTAN MISE EN CAUSE

La CNAPD met clairement en cause l'OTAN qui, dans les années 90, n'a pas su, ou plus précisément voulu, créer « les conditions d'un rapprochement et d'un dialogue constructif stable sur le long terme avec la Russie », soutient son porte-parole. « Elle est restée dans un discours issu de la guerre froide. Et ce discours, non seulement l'OTAN ne l'a jamais déconstruit, mais elle a continué à capitaliser sur lui pour légitimer une structuration du monde fondamentalement conflictuelle. On constate que, lorsque survient un conflit, la réponse est systématiquement militaire. Et, toujours, cela se solde par un échec. Or, de notre point de vue, il existe bien d'autres manières d'intervenir. » « La situation en Afghanistan, épouvantable, prouve bien que l'utilisation de l'armement est obsolète et ne crée pas de solution positive, renchérit Bernard Adam. Il faut aussi rappeler que la Russie imite certaines choses faites au niveau occidental,

INDICES

MALTRAITÉS.

Caritas Internationalis, association qui rassemble toutes les œuvres caritatives de l'Église catholique dans le monde, pratique-t-elle en son sein les valeurs de dignité humaine et de respect des personnes qu'elle promeut partout ? Un audit commandité par le dicastère romain "pour le service du développement humain intégral" ne l'a pas confirmé. Toute l'équipe de direction a dès lors été suspendue par le pape, et l'association mise sous tutelle.

FONDUES.

Gabriel, Raphaël et Michel vont bientôt faire le voyage entre Villedieu-les-Poêles (France) et Mossoul (Irak). Ces trois cloches de 110 à 270 kg ont été réalisées dans une fonderie française et sont destinées au couvent de Notre-Dame de L'Heure de Mossoul, partiellement détruit par l'État islamique en 2017. Fallait-il aller jusqu'en France pour trouver des cloches de remplacement ?



PAS ACCEPTÉE.

La chaîne franco-allemande Arte a refusé de diffuser un spot publicitaire de l'Œuvre d'Orient, qui vient en aide aux chrétiens de Terre sainte. L'organisation « regrette l'impossibilité de dialoguer et de se faire comprendre » par la chaîne alors que France Télévisions et Radio France ont, elles, accepté.

PROJETÉ.

2030 fêtera le bimillénaire du baptême du Christ au Jourdain. Al-Maghtas, en Jordanie, est le lieu présumé de ce baptême. Le site, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, devrait être réaménagé pour devenir un lieu touristique respectant l'expérience de la vie biblique de l'époque. Coût : 100 millions de dollars.

© Fadobe Stock

PARADOXE.

Comment défendre la paix lorsque les possibilités de résoudre le conflit sont minces ?

comme l'invasion de l'Irak par les Américains en 2003 qui a causé deux cent mille morts. On espérait qu'après ces deux échecs, le recours aux forces armées était terminé, puisqu'il n'apporte ni la paix ni un développement de la sécurité internationale. »

Quant à la livraison d'armes, qui permet à l'Ukraine de se défendre, et donc de survivre, « il s'agit d'une vraie question éthique, admet Timur Uluç. Elle doit être faite sous certaines conditions. Évidemment, il faut lutter contre la prolifération des armes, poser un cadre et créer un contrat avec leur bénéficiaire, pour s'assurer qu'elles servent comme légitime défense. On doit aussi mettre en place des mécanismes de traçabilité et de certification de ces armes. Mais ne pas agir et ne pas en livrer à l'Ukraine, cela aurait été la garantie de voir se poursuivre les premiers massacres. » « Sur cette question, on n'a pas pris position pour ou contre, admet Samuel Legros. On a constaté que la Belgique, dans son histoire, n'avait jamais envoyé des armes à

une partie en conflit. Cette ligne rouge de sa politique internationale a été franchie après très peu de discussions. Tout le monde, en fait, était d'accord et les rares voix dissidentes, dont la nôtre, n'ont pas été entendues. La CNAPD a aussi regretté que l'envoi d'armes n'ait pas été accompagné de mécanismes garantissant que son objectif était un rééquilibrage des forces en vue de négociations pour terminer la guerre. »

POURPARLERS POSSIBLES ?

« Comment arrêter tout cela ? se désespère Bernard Adam. On pourrait avancer que l'objectif premier est un cessez-le-feu, réunir à la table des négociations Ukrainiens et Russes pour signer la paix. Mais un certain nombre de gens rappellent, et ils n'ont pas tort, que Poutine a tellement menti, qu'ils se demandent si on peut encore le croire. » « En fait, peu importe le fait de savoir si des pourparlers avec Poutine sont possibles ou pas, il faut tout mettre en œuvre pour qu'ils le soient,

affirme le responsable de la CNAPD. La première chose à régler est la diminution des souffrances de la population ukrainienne. Or, plus on fait durer le conflit, plus cette souffrance perdure. Dès lors, pour nous, il n'y a pas de conditions à l'entrée en négociations. J'entends bien les questions de justice : si l'Ukraine est en situation de faiblesse à ce moment-là, elle n'aura peut-être pas toutes les cartes en main pour négocier et défendre ses intérêts. C'est possible, mais pendant qu'on est en train d'avoir ce type de réflexion, la guerre continue. » « Mon espoir, conclut Bernard Adam, est qu'à la fin de la guerre, il y ait une négociation, mais je ne pense pas avec Poutine. Il faudra reconstruire quelque chose. Cela a bien été réalisé au lendemain de la guerre 40-45. Pourquoi ne pas réussir à faire avec la Russie ce que l'on n'a pas fait depuis trente ans ? » ■

justicepaix.be/
cnapd.be/
grip.org/